

Ce correspondant nous lance le sempiternel reproche d'insulter les Canadiens :—le provincial ! Il n'y a que des buses pour monter ainsi à tout bout de champ sur leurs grands chevaux et prétendre qu'on insulte à leur nationalité. Quel motif, quelle raison, quel intérêt, quel sentiment pourraient pousser un journal franco-canadien à insulter les Canadiens français ?

Et pour preuve, nous dit ce correspondant, c'est que vous avez écrit : " Mais non, ces messieurs se figurent sans doute qu'il n'y a pas assez de cruches dans le Canada et qu'il faut en importer." C'est ce jeu de mots inoffensif, perdu dans un article de plusieurs colonnes sur l'importation, qui a offusqué notre homme. Ne dirait-on pas qu'il a pris le qualificatif pour lui-même ? Il y a là vraiment matière à une belle indignation cruchevaleresque !

A Paris, où l'esprit court les rues, les journalistes avouent, néanmoins, qu'il y a plus de sots que de geus d'esprits ; mais le vrai Canayen se fâche tout rouge, si on donne à entendre qu'on peut trouver un seul imbécille dans tout notre pays. Eh ! bien, pour l'apaiser, nous déclarons à la face de tous les Provinciaux de sa trempe et de M. Barthe, que dans notre opinion tous les habitants du Bas-Canada sont des Aristotes pour le talent, des Bossuets pour le génie, des Voltaires pour l'esprit, des Aristides pour la vertu politique et des Napoléons pour le bon sens. Nous déclarons, en outre, qu'en parlant de cruches, le *Journal des Débats* ne pouvait vouloir désigner que ces Haut-Canadiens chez lesquels il se publie, ces Anglo-Saxons protestants qui se vantent d'être d'une race supérieure, ce qui a fort déplu, on le sait, à l'Acadien M. Barthe, rédacteur-en-chef du *Canadien*. Ces explications étant satisfaisantes, sans doute, on ne reviendra plus sur un sujet si sot.

CORRESPONDANCE.

" St. Catherine, 22 avril 1848.

" Monsieur Vidal, propriétaire du *Journal des Débats*.

" Cher Monsieur,

" J'ai reçu et lu avec intérêt les divers numéros de votre estimable journal. L'article publié dans vos numéros 22, 26 et 27, ayant pour titre : ' Le Commerce et l'Industrie,' et où vous montrez la principale plaie du Bas Canada,—son inactivité forcée pendant les mois de son long hiver,—est écrit dans ma manière de penser. Bien que je sois négociant, je reconnais que les manufactures doivent être protégées en ce pays par un tarif au moins égal à celui des États-Unis. C'est à l'abri de la protection que les pays nouveaux établissent et font prospérer leurs fabriques. Autrement, les contrées où il y a plus de capitaux et des usines créées depuis longtemps, ruineront les industriels des pays jeunes, par une concurrence impossible à soutenir. Je serais libre-échangiste si j'étais anglais, et partisan d'un tarif protecteur très-modéré, si je résidais en France, car ce pays est assez riche et versé dans les manufactures pour lutter, jusqu'à un certain point, avec la concurrence étrangère. Mais au Canada je suis protectionniste, convaincu qu'aucun industriel ne sera tenté, soit de créer dans son pays, s'il est Canadien, soit de transplanter, s'il est étranger, une industrie quelconque, dans une contrée jeune, inexpérimentée, où la loi est si peu favorable aux fabricants. Je suis parfaitement de votre avis quand vous dites qu'un pays s'enrichit en exportant plus qu'il n'importe. Ce qu'il exporte, en effet, est le surplus de sa production ; ce qu'il importe est ce qui lui manque, et il court infailliblement à sa ruine quand la somme de ses importations dépasse de beaucoup celle de ses exportations, pendant plusieurs années de suite. Où trouverait-il la balance, sinon dans la banqueroute ? C'est ce qui a lieu malheureusement trop souvent dans l'Amérique du nord ; mais à la fin, les fabricants européens, qui sont victimes de ce faux système, se laisseront d'envoyer leurs produits avec l'incertitude du paiement. Sans crédit à l'étranger, sans manufactures chez lui, que ferait alors le Canada ? C'est un cas à prévoir et une raison, entre cent autres, pour hâter le développement des fabriques en ce pays.

" La sévérité du climat empêche et empêchera toujours le suc-

cès complet de l'Agriculture dans le Bas-Canada, et cependant on n'y est guère qu'agriculteur et marchand d'articles venus du dehors. L'agriculture laisse les bras oisifs, six mois de l'année. L'industrie, au contraire, les occupe sans cesse, et préserve ainsi le peuple de cette peste, pire que le choléra, savoir la *faim*, que l'on y aime trop, parce que forcément on y a été habitué. Mais, tout en ne faisant rien d'utile à la société, il faut boire et manger, fumer, chiquer, user des vêtements, etc. Comment subvenir à ces frais, même modiques, si l'on ne gagne rien ? Il y aurait de longues pages à écrire sur ce sujet ; mais je m'arrête de peur d'abuser de votre patience. J'ai fait un écrit adressé aux Canadiens, où je leur développe ce que je vous note en substance, en ajoutant quelques mots sur sa marine et en me moquant, comme vous le faites, mais moins bien que vous, du fameux *Miroir du Parlement*; (sôlé par votre juste et spirituelle satire,) et enfin sur la manie du luxe et des dépenses publiques, ainsi que sur les salaires des fonctionnaires publics, salaires hors de proportion avec les ressources du pays, &c.

UN IMPORTATEUR."

Annonces.

HOTEL AMERICAIN.

WALKER & PATTERSON, Propriétaires.—(Situé au coin des rues Yonge et Front, à Toronto, H. C.) Les nouveaux propriétaires de l'Hôtel Américain,—A. B. Walker et R. W. Patterson,—font savoir à leur amis, aux nombreux patrons de l'AMERICAN-HOUSE et au public en général, qu'ils ne négligeront rien pour maintenir leur établissement à la hauteur où il a été jusqu'à présent et où il est arrivé, grâce à la supériorité de sa table, aux soins attentifs donnés aux voyageurs, à la promptitude et à la régularité du service, au prix raisonnable de la pension et à l'heureuse situation de l'hôtel, en face de la partie la plus animée de la baie, au pied de la rue la plus fréquentée de la ville, à quelques pas de la rue royale, tout près de la Poste ainsi que de la Bourse, et dans un voisinage suffisant du Palais du Parlement.
Toronto, 16 mars, 1858. jno 15

HOTEL RUSSELL, A TORONTO.

L. SOUSIGNÉ, reconnaissant du très-grand encouragement qu'il a reçu pendant quatre ans, désire faire savoir à ses amis et au public en général, qu'il continue de diriger cet HOTEL D'UN GRAND RESTAURANT et qu'il sera toujours heureux d'obtenir, comme par le passé, la vogue dont cet établissement n'a pas cessé de jouir.
21 jno. A. RUSSELL.

MME. VEUVE L. J. GAUTHIER, (au coin des rues Dorchester et St. Laurent, à Montréal,) informe ses amis et le public en général qu'elle est prête à faire toutes réparations de voiture, et qu'elle a et aura constamment en mains, comme par le passé, un des plus beaux et des plus riches assortiments de Voitures d'Été de Montréal,—le tout, aux prix les plus réduits.

Les affaires seront faites comme ci-devant par M. G. N. Gauthier.

Mme. Gauthier vendrait tout son assortiment de voitures, y compris les dépendances de l'établissement, à des conditions très-libérales.
Montréal, 8 avril, 1858: 23 l. v. jno

LIBRAIRIE de J. B. ROLLAND, MONTREAL.—On trouve dans ces magasins un choix complet d'ouvrages de littérature, de livres de Théologie, de Droit, de Médecine, des Sciences et des Arts, etc., ainsi qu'un grand assortiment de Papeterie et de tous les articles qui entrent dans la fourniture des Bureaux ou des Maisons d'Éducation. Attaché à cette Librairie se trouve aussi un magasin de Tapisserie, de tous les prix, de toutes variétés et dont le bas prix défie toute espèce de concurrence.
Montréal, 16 mars, 1858.

Le *Journal des Débats* paraît à trois heures de l'après-midi, tous les jours de la semaine, à l'exception du dimanche et du lundi.

Le prix de l'abonnement est d'une piastre les quarante premiers numéros. A Montréal, à Soré, à Trois-Rivières et à Québec, on peut s'abonner à la semaine, en payant quinze sous après la réception de cinq numéros.

Au détail, chaque numéro du *Journal des Débats* se vend quatre sous.

• M. VIDAL, propriétaire et rédacteur-en-chef.